

Bulletin d'histoire politique

Le Bulletin d'histoire politique et le retour du refoulé. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005)

Jean-Philippe Warren et Yves Gingras



Volume 15, numéro 3, printemps 2007

Les quinze ans du Bulletin d'histoire politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054551ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054551ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. & Gingras, Y. (2007). Le Bulletin d'histoire politique et le retour du refoulé. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005). *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 25-36.
<https://doi.org/10.7202/1054551ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé¹. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005)

JEAN-PHILIPPE WARREN ET YVES GINGRAS

Respectivement du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia et du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et Département d'histoire de l'UQAM

Il y aura bientôt trois ans, l'Association québécoise d'histoire politique était fondée avec comme principal objectif de revaloriser l'histoire. Ce redressement passe nécessairement par une revalorisation du politique et du rôle de l'État.

« Éditorial », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 1995, p. 5.

Les revues académiques représentent des lieux incontournables de diffusion des connaissances issues de la recherche universitaire². Bien davantage que les monographies, produits typiques des chercheurs en histoire et dans les humanités en général, les revues savantes se présentent souvent, au moment de leur fondation, comme des « écoles » autour desquelles gravitent des chercheurs partageant une même éthique, des mêmes principes méthodologiques, un même champ d'études ou un même paradigme théorique. On peut distinguer deux grands types de revues : les revues savantes d'abord dédiées aux membres de la spécialité ou de la discipline, et les revues intellectuelles, un peu hybrides, qui, tout en publiant des travaux souvent fondés sur la recherche, n'en visent pas moins un public plus large que celui des seuls spécialistes et tentent de réagir aux questions du jour³.

La fondation d'une revue vise à donner une voix à une perspective ou un domaine considéré comme négligé par les revues dominantes. Par exemple,

la fondation au début du xx^e siècle par Émile Durkheim de *L'Année sociologique* a permis d'établir un forum aux sociologues débutants autant qu'elle a annoncé la naissance de l'École durkheimienne de sociologie. Elle a donc attiré à elle des collaborateurs représentatifs d'un champ très particulier de la science sociale française de l'époque. Les disciplines ayant d'abord une assise institutionnelle nationale, le même phénomène s'est reproduit dans la plupart des autres pays. Au Québec, on a ainsi assisté, en 1960, à la fondation de *Recherches sociographiques*, sous la direction de Fernand Dumont, Jean-Charles Falardeau et Yves Martin⁴. Pour le domaine de l'histoire sociale, on pense bien sûr à l'exemple français des *Annales*, une comparaison qui est d'autant plus naturelle qu'ici, la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, fondée en 1947, a elle aussi suivi ce mouvement en privilégiant, depuis la fin des années 1960, une histoire sociale promue de façon militante par les historiens français Marc Bloch et Lucien Febvre⁵.

Les collaborateurs du *Bulletin d'histoire politique* (BHP) ne furent pas les seuls à réagir face à la domination de cette perspective de recherche. Les fondateurs de *Mens*, au moment de la création de leur revue à l'automne 2000, écrivaient :

Nous proposons ici au lecteur le fruit du travail d'un groupe de jeunes historiens qui ont fait de l'histoire intellectuelle leur champ d'étude de prédilection. Certains pourraient se questionner sur le bien-fondé d'une telle entreprise étant donné la taille restreinte de la communauté historique québécoise et le nombre important de revues d'histoire déjà en circulation. Pour notre part, nous estimons que, bien qu'elle fasse l'objet d'un traitement occasionnel dans certaines publications, l'histoire intellectuelle au Québec ne bénéficie pas d'une visibilité à la mesure de l'importance qu'elle devrait prendre dans le paysage historique⁶.

La tribune qu'ils voulaient donner à l'histoire intellectuelle ressemble à certains égards à celle que le *Bulletin* souhaitait accorder à l'histoire politique, cette publication ayant explicitement pour but de faire vivre ce domaine de recherche devenu marginal avec la montée de l'histoire sociale. Comme l'écrivaient récemment Robert Comeau, directeur du BHP, et Jacques Rouillard, professeur à l'Université de Montréal, dans *Le Devoir* :

Cette dernière spécialisation [l'histoire sociale] en est venue à détenir une position tellement dominante qu'elle occupe une large part de la recherche parmi les historiens francophones des universités québécoises. Partout, il y a volonté de récrire l'histoire du bas vers le haut plutôt que des élites vers le peuple, comme le voulait autrefois l'histoire politique traditionnelle. C'est que le Québec a été touché

par l'historiographie française qui, depuis les années 1930, discrédite l'histoire politique parce que trop événementielle et manquant d'analyse. En contrepartie, cette historiographie privilégiait l'histoire sociale, courant qui a trouvé un terrain fertile au Québec⁷.

Contrairement à *Mens* qui insistait sur la nécessité d'éviter les controverses et de se détacher des débats trop partisans, affirmant que « le travail de l'historien consiste avant tout à comprendre le passé, non à le juger », l'objectif du *Bulletin* était à l'origine non seulement de « promouvoir l'histoire politique auprès des organismes publics et privés, des milieux d'enseignement et de recherche, et dans la société en général », mais de favoriser les débats au sein même de la profession. « Ce bulletin n'étant pas encore une revue "tout-à-fait savante", nous acceptons avec plaisir des textes d'opinion et des écrits polémiques. Nous souhaitons la controverse!⁸ » Aussi, contrairement à une spécialité qui aurait simplement voulu s'imposer dans le champ en créant sa propre revue, comme par exemple *Mémini* pour l'histoire médiévale au Québec⁹, le *BHP*, un peu de par son objet même, visait à participer aux discussions publiques relatives à l'enseignement de l'histoire ou aux partis politiques, pour ne citer que deux exemples, en tentant de les présenter dans une certaine continuité historique. De même, les « Lundis d'histoire politique », organisés par la revue et tenus au restaurant le Bain-Marie, rue Saint-André, abordaient des sujets d'actualité (le Bloc québécois, les lois linguistiques, le « contentieux » avec les autochtones, etc.) et invitaient des personnalités connues à prendre la parole.

Les exemples de revues abondent qui confirment la difficulté de tenir ensemble les pôles « engagement » et « recherche académique ». Le développement de la science politique aux États-Unis est particulièrement éclairant. Comme le montre David Ricci¹⁰, l'essor de la science politique comme discipline académique a été payé par un désintéressement de plus en plus grand face aux questionnements « démocratiques » qui avaient été pourtant à l'origine de cette branche du savoir. Il était par conséquent à prévoir que le *BHP* se tourne progressivement vers les besoins des institutions d'enseignement supérieur sous la pression de tendances qui affectent l'ensemble des revues savantes et favorisent l'académisation de domaines ayant d'abord été liés à une forme ou une autre de militantisme. Le mouvement féministe, une fois incorporé dans les universités, a ainsi été critiqué pour s'être éloigné des « luttes » menées dans les années 1970, se limitant désormais aux débats et recherches académiques¹¹.

C'est dans ce contexte plus large de lutte pour l'imposition d'une spécialité dans le champ de l'histoire, lutte que l'on retrouve également dans d'autres pays, que l'on doit analyser la trajectoire du *BHP* au cours des quinze

dernières années. Car la tension qui oppose l'histoire sociale et l'histoire politique se retrouve aussi en France, mère patrie de l'histoire sociale, et a donné lieu, au cours des années 1980, à un retour du refoulé avec l'émergence d'un fort mouvement pour une « nouvelle histoire politique¹² ». La création du *BHP* au début des années 1990 peut être interprétée comme l'expression locale d'une tension qui caractérise le champ de l'histoire de façon plus globale.

FAVORISER LE DIALOGUE

Fondé en 1992, le *Bulletin d'histoire politique* n'échappe pas à la règle générale selon laquelle une revue scientifique tire sa force inaugurale d'un projet paradigmatique. Elle s'est imposée parce que des chercheurs plus ou moins engagés y trouvaient des débouchés pour leurs articles, mais aussi parce qu'elle voulait susciter l'écriture d'articles autour de son sujet ou de sa problématique. Le défi des premières années d'existence fut dès lors, pour ses fondateurs, de susciter un renouveau pour l'histoire politique en attirant des étudiants aux cycles supérieurs, des professionnels, des enseignants ou des intellectuels, la revue servant alors de débouché pour des résultats de recherche « boudés » par les revues dominantes ainsi que de tribune pour des débats plus larges. Les personnes réunies lors de la fondation de l'Association québécoise d'histoire politique, qui est à l'origine du *BHP*, avaient ainsi insisté sur leur volonté de « favoriser le dialogue entre chercheuses et chercheurs de divers horizons ». Ils souhaitaient publier leur prose, mais aussi encourager d'autres chercheurs et essayistes à le faire, en consolidant et en élargissant le champ de l'histoire politique. Quand, à l'occasion de son deuxième anniversaire, le *Bulletin* choisit de publier, parmi les lettres reçues, quatorze extraits reflétant la diversité des institutions et des disciplines intéressées par l'histoire politique, il n'en retient que trois provenant de départements d'histoire, indiquant clairement par un tel choix l'importance accordée au dialogue avec des gens venus de divers milieux¹³. La revue se voulait intellectuelle et non strictement académique.

Examinons brièvement la réalisation de cet idéal, quinze ans après la fondation du *BHP*, à partir d'un examen du contenu des 43 numéros couvrant la période 1992-2005¹⁴. Nous nous limiterons ici à analyser le sexe des collaborateurs, leurs institutions d'attache et leurs disciplines (voir, plus bas, les résultats du tableau 1). En regard de ces trois variables, le *Bulletin* a-t-il été à la hauteur des espérances des fondateurs ? A-t-il incité un nombre plus ou moins égal d'hommes et de femmes à écrire dans ses pages ? A-t-il réussi à faire connaître son programme en dehors du cercle des premiers protagonistes ? Est-il parvenu à devenir une publication reconnue en dehors du département où enseignait son directeur, Robert Comeau ?

En ce qui concerne le sexe des auteurs, on constate que moins du cinquième (18 %) des auteurs sont des femmes, une proportion qui reste stable de 1992 à 2005. Les sujets privilégiés dans le *BHP* (l'histoire politique, mais aussi l'histoire militaire) rendent probablement compte de cette faible participation. Notons, en outre, que la proportion de la participation des professeurs (par rapport à leurs collègues masculins) a augmenté (14 % à 21 %), alors que celle des étudiantes (par rapport à leurs confrères de classe) a décliné (29 % à 20 %).

Quand on analyse les institutions d'enseignement où œuvrent les collaborateurs du *BHP* (en excluant pour l'instant du calcul les collaborateurs non académiques), on constate que la moitié d'entre eux (51 %) étudient ou travaillent à l'Université du Québec à Montréal. L'Université de Montréal suit loin derrière (11 %). Quant aux autres établissements post-secondaires de la province (les Universités du Québec en région, Laval, Sherbrooke, McGill, Concordia et les Cégeps), ils représentent moins du quart du total (24 %). Notons, par contraste, que les établissements hors Québec ne sont pas absents du *Bulletin* (13 %). Ce fait s'explique moins par la présence de jeunes chercheurs étudiant à l'étranger (seulement 13 % du total des étudiants) que par la collaboration de spécialistes d'Europe, du reste du Canada et d'ailleurs. Il révèle une partie du réseau, centré d'abord sur la France, des responsables de la revue.

Il est évident que l'importance de l'UQAM découle des initiatives des directeurs et membres associés du *BHP*, gravitant à peu près tous autour de cette institution. Mais elle résulte aussi de l'importance du Département d'histoire de l'UQAM qui a longtemps concentré ses enseignements et ses recherches sur l'histoire du Québec. Il était à prévoir, compte tenu de la taille de son corps enseignant et de ses études graduées longtemps limitées au secteur Canada-Québec, que ce département serait mieux représenté que celui de l'Université Sherbrooke, ou même, dans une moindre mesure, que celui de l'Université Laval, pour qui cependant l'éloignement relatif a pu jouer aussi. En somme, le choix du *BHP* de privilégier la question politique *au Québec*, a eu pour effet de laisser peu de place dans ses pages aux études européennes, par exemple, davantage mises à l'honneur au département d'histoire de l'Université de Montréal. Comme le notaient Comeau et Rouillard, le Département d'histoire de l'Université de Montréal délaisse l'histoire politique canadienne et québécoise mais, en revanche, « compte des spécialistes d'histoire politique dans les aires non canadiennes. Ainsi, des professeurs peuvent diriger des étudiants aux cycles supérieurs sur la construction politique de l'Europe, les révolutions en Amérique latine et les rivalités politiques partout dans le monde, mais pas sur l'histoire politique [du Québec

et du Canada] »¹⁵. Enfin, il demeure vrai que maints départements ne se sont toujours pas ouverts à l'histoire politique et continuent aujourd'hui encore de négliger ce champ d'étude.

Les disciplines des auteurs nous donnent un autre aperçu sur la capacité du *BHP* de « favoriser le dialogue entre chercheuses et chercheurs de divers horizons ». Le portrait global laisse peu de doute sur la place centrale de l'histoire (61 %). La science politique se situant, quant à elle, à 13 % du total, la sociologie à 5 % et le reste des disciplines (philosophie, littérature, droit, anthropologie, etc.) totalisant, par l'addition de faibles pourcentages, 22 %. Sur l'ensemble de la période, le *BHP* n'a donc pas véritablement réussi à transgresser les frontières disciplinaires comme il le souhaitait, l'histoire et la science politique constituant à eux seuls les trois-quarts des collaborations.

Au-delà d'une certaine stabilité globale, on constate une légère évolution des disciplines représentées au cours des 15 années d'existence de la revue¹⁶. L'histoire reste stable alors que la science politique, le droit, le journalisme et les archives connaissent une décroissance (passant de 26 % à 12 %) ; cette baisse est compensée par la montée de la littérature, la philosophie, la sociologie et l'anthropologie, disciplines qui, conjuguées, grimpent de 6 % à 13 %. En somme, la diversification disciplinaire n'est pas négligeable mais demeure limitée, l'histoire demeurant le noyau dur. Par ailleurs, soulignons que la moyenne des articles par auteur, depuis 1992, est de 1,6, ce qui laisse deviner la grande diversité des signatures, rares étant les collaborateurs (moins d'une douzaine) qui, sur une période de quinze ans, ont signé plus de cinq articles dans la revue. Par son dynamisme, l'équipe du *BHP* a ainsi réussi à attirer dans ses pages plus de quatre cents auteurs (417, pour être exact, entre 1992 et 2006), ce qui est, avouons-le, considérable.

Dans le secteur non académique, on observe une évolution assez nette depuis une quinzaine d'années en ce qui concerne la contribution des « professionnels ». Au cours de la première période de la revue (1992-1999), environ un quart (26 %) des collaborateurs venaient de l'extérieur de l'université (dont plusieurs archivistes). Toutefois, cette catégorie, qui correspond au vœu de la revue de demeurer ouverte à tous les acteurs du monde politique, ne représente plus que 11 % des auteurs dans la seconde période (2000-2005). Ainsi, le personnel de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale qui regroupait 12 % des auteurs avant le vol. 8 (n° 1) est à toute fin pratique absent par la suite, le départ de Jocelyn Saint-Pierre (historien de la Bibliothèque du parlement) du comité de rédaction à l'hiver 1998 ayant eu, semble-t-il, un impact important. D'une part, la promotion de l'histoire politique auprès des organismes publics et privés est de plus en plus faible. De l'autre, la revue semble s'efforcer moins que par le passé de diffuser le travail accompli par

TAB. 1 : Contributions au Bulletin d'histoire politique (1992-2005)

		1992-1999		2000-2005		1992-2005	
		n	%	n	%	n	%
Institutions*	UQAM	198	37,8 %	189	44,9 %	387	41 %
	UdeM	37	7,1 %	49	11,6 %	86	9,1 %
	Reste du Québec (1)	109	20,8 %	74	17,6 %	183	19,4 %
	Hors Québec (2)	41	7,8 %	61	14,5 %	102	10,8 %
	Autres (3)	139	26,5 %	48	11,4 %	187	19,8 %
Disciplines*	Histoire	343	60,2 %	281	61,8 %	624	60,9 %
	Science politique	84	14,7 %	49	10,8 %	133	13 %
	Sociologie	25	4,4 %	23	5,1 %	48	4,7 %
	Autres (4)	118	20,2 %	102	22,4 %	220	21,5 %
Sexe*	Femme	100	16,5 %	92	19,2 %	192	17,7 %
	Homme	506	83,5 %	386	80,8 %	892	82,3 %
Statut*	Étudiante	31	5,9 %	30	7,1 %	61	6,4 %
	Étudiant	75	14,3 %	121	28,7 %	196	20,7 %
	Professeure	31	5,9 %	40	9,5 %	71	7,5 %
	Professeur	197	37,5 %	148	35,2 %	345	36,5 %
	Autres (5)	191	36,4 %	82	19,5 %	273	28,9 %

* Les données manquantes sont exclues pour chacune des trois variables, ce qui explique la variation des totaux.

(1) Laval, Concordia, McGill, cégeps, Sherbrooke, Collège militaire de Saint-Jean, réseau de l'UQ, ÉNAP, INRS, TELUQ.

(2) Université d'Ottawa, Paris 8, Institut politique de Paris et autres.

(3) Bibliothèque de l'assemblée générale, ministère de la Défense nationale, Archives nationales du Canada et autres.

(4) Archives, journalisme, droit, littérature, anthropologie, philosophie et autres.

(5) Chargés de cours, fonctionnaires et autres employés.

« plusieurs organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux comme les Archives nationales, l'Assemblée nationale, la Bibliothèque nationale du Québec, la Direction générale des Élections, Radio-Canada, etc.¹⁷ ».

Le déclin des collaborateurs non académiques a été compensé par une croissance de la participation étudiante (de 18 % à 32 %), la proportion des professeurs demeurant stable à près de 40 %. La présence accrue des étudiants de 2^e et 3^e cycles est particulièrement forte dans les comptes rendus de lecture (où ils passent de 22 % à 49 %), mais elle est également appréciable dans les articles (où ils passent de 15 % à 26 % du total).

Cette transformation de la structure des collaborations n'est pas mineure. Elle indique une certaine « académisation » du *Bulletin*, les critères de publication devenant de plus en plus ceux de l'institution universitaire, laquelle trouve dans cette publication la possibilité de se reproduire elle-même. La mise en place d'un processus d'évaluation par les pairs, à l'été 1996¹⁸, constitue un autre indice d'une telle évolution. Un des effets d'une telle formalisa-

tion des critères d'acceptation des contributions est d'exclure ceux ou celles qui ne sont pas familiers avec les standards de publication savante. La tendance à l'œuvre est la même que l'on retrouve dans plusieurs revues qui se voulaient à la fois militantes et académiques. La pression du champ universitaire est si forte que les étudiants cherchent avant tout à s'établir comme chercheurs plutôt que comme avocats d'une cause, et qu'ils privilégient donc, contre la volonté initiale des fondateurs, une facture qui respecte les critères et standards des autres revues établies, comme la *RHAF*. Certes, le nombre moyen de collaborateurs par numéro n'a guère changé (autour de 25), mais le nombre de pages par numéro, lui, a augmenté de façon substantielle (dépassant parfois 400), transformant le *BHP* d'un « bulletin » à une « revue savante » par la vertu même, pourrait-on dire, de sa facture matérielle. La mue du *bulletin* en *revue*, après seulement deux années d'existence, signale aussi le poids d'une tendance lourde, le « *publish or perish* » voulant, comme l'avait remarqué avec regret Comeau, que « les chercheurs universitaires multiplient les communications savantes »¹⁹. En somme, le champ universitaire exerce encore ici son emprise sur les formes légitimes du discours savant²⁰.

Les fondateurs du *Bulletin* voulaient étudier l'histoire politique parce que, entre autres, celle-ci était une pièce maîtresse du combat national. Comme Robert Comeau et Jacques Rouillard l'écrivaient : « L'examen de la dimension politique de notre histoire est d'autant plus utile pour nous, francophones, colonisés dans l'Empire britannique et minorité à l'intérieur du Canada, que c'est à travers nos institutions politiques que le combat pour notre survie s'est affirmé avec force. Cette question est plus que jamais d'actualité compte tenu du souci d'affirmation du Québec sur la scène internationale et de la faveur dont le projet indépendantiste jouit dans la population »²¹. Parfois, des auteurs vont plus loin et lient l'étude de l'histoire politique à la question de la démocratie et de la citoyenneté contre la montée des forces néo-libérales²². Selon les termes d'un éditorial de la revue, « le retour de l'histoire politique, c'est la redécouverte de la spécificité de l'expérience historique, de l'influence de l'être humain, de ses institutions et de ses idées. La revalorisation du politique dans la société québécoise, c'est l'espoir que les individus puissent influencer le destin collectif »²³. Mais pour la relève du *Bulletin*, l'objectif semble moins celui de la lutte nationaliste ou démocratique que la course pour diffuser le plus rapidement ses recherches. Certes, la revue demeure un lieu de « réactions et de débats », et en ce sens réussit encore à se tenir à mi-chemin entre la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et *Cap-aux-Diamants*, comme le souhaitaient les fondateurs, l'objectif de « vulgarisation scientifique » et de tribune politique n'ayant pas été abandonné. Mais cet objectif semble de plus en plus difficile à tenir devant les exigences

des étudiants et des jeunes professeurs qui occupent une place importante, ne serait-ce que par l'envoi d'articles, dans l'élaboration des politiques éditoriales du *Bulletin*.

CONCLUSION

Ce bref survol de l'évolution des caractéristiques des contributeurs au *BHP* au cours des 15 dernières années, démontre que cette publication n'a pas rempli tous les objectifs fixés au moment de sa création. En effet, la féminisation des collaborateurs ne progresse pas ; l'UQAM domine toujours, suivie de très loin par l'Université de Montréal, alors que les collaborateurs associés à la Bibliothèque de l'assemblée nationale ont déserté les pages de la revue et que ceux venus d'autres institutions non académiques stagnent en nombre. Enfin, l'histoire trône au sommet des disciplines représentées dans le *BHP*, seule la science politique réussissant à faire mieux que 10 % (la sociologie suivant à 5 %).

Pourtant, si l'on analyse la revue d'un point de vue plus global du développement des spécialités dans le champ scientifique, on peut dire que la présence du *BHP* a sans conteste donné une visibilité décisive à l'histoire politique dans le champ universitaire. À l'évidence, le pari de faire co-exister les contributions savantes et les essais plus près de l'actualité est difficile à tenir étant donné les contraintes inhérentes au champ universitaire et aux acteurs non académiques potentiels. En effet, alors que l'université peut fournir de larges cohortes d'étudiants prêts à publier les résultats de travaux présentés dans des séminaires ou issus de leurs mémoires de maîtrise et de leurs thèses de doctorat, les « professionnels » doivent trouver le temps d'écrire pendant leur temps libre. Ce déséquilibre est difficile à éviter, ce qui explique la tendance lourde des revues savantes à se rapprocher du pôle académique au détriment du pôle des « débats publics ». Les fondateurs du *BHP* se sont rapidement frottés à une telle difficulté :

Au début, déclarait Comeau, j'aurais voulu faire comme *Argument* [...] mais, pour toutes sortes de raisons structurelles, c'est devenu une revue savante malgré moi. Dans le sens que les étudiants qui publient là disaient : « il faut qu'il y ait des évaluateurs, sinon ça ne marchera pas ». Alors, j'ai accepté d'évaluer la partie articles, mais pas les débats. On a commencé à faire évaluer par trois évaluateurs tous les dossiers, pour faire savant, pour que ce soit comptabilisé pour les étudiants. Moi je voulais toujours garder un éditorial et là, évidemment, certaines gens disaient : « fais donc une revue savante, lâche l'éditorialiste ». Mais moi, c'est ce qui m'intéressait, les débats, l'éditorial, les lectures très critiques²⁴.

Entre la volonté du directeur et celle de la relève, la tension est perceptible.

Bien qu'en ce jour anniversaire il plairait de célébrer la réussite entière et totale du projet initial des fondateurs du *BHP*, nous sommes forcés de conclure, après une étude plus distanciée qui replace le projet dans le cadre plus général du développement des spécialités académiques, de façon plus mitigée. Il reste néanmoins que la mobilisation pour le développement d'un domaine de recherche, réalisée à travers la création de cette revue dynamique, qui existe encore après quinze ans — dans un monde où les projets de ce genre sont voués à une existence éphémère²⁵ — est un succès en soi, même si le défi de tenir ensemble un contenu à la fois savant et militant demeure d'actualité face aux pressions de l'académisation. Les fondateurs du *Bulletin d'histoire politique* peuvent aussi se désoler, encore aujourd'hui, du faible rayonnement de l'histoire politique au Québec, et surtout au sein des départements d'histoire, mais il demeure que cette publication a grandement contribué à assurer la présence de ce champ d'étude tant dans le milieu académique que dans l'espace public québécois. Si la lutte pour la reconnaissance n'est pas encore gagnée, elle continue et le *BHP* en demeure le fer de lance.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'idée de « retour du refoulé » est également exprimée par Jean-Marie-Fecteau dans un texte paru dans le *BHP* : « Le retour du refoulé : l'histoire et le politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, n° 3, hiver 1994, p. 5-9.
2. Voir Margaret F. Stieg, *The Origin and Development of Scholarly Historical periodicals*, Alabama, The University of Alabama Press, 1986.
3. Sur l'histoire des revues au Québec, voir Andrée Fortin, *Passages de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2006. Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève*, Cité libre, Parti pris et Possibles, Sainte-Foy, Presses de l'université Laval, 2004.
4. Jean-Philippe Warren, *L'Engagement sociologique*, Montréal, Boréal, 2003, p. 285-286.
5. Sur les *Annales*, voir François Dosse, *L'histoire en miettes. Des "Annales" à la "nouvelle histoire"*, Paris, Agora, 1997; Hervé Coutau-Bégarie, *Le phénomène Nouvelle histoire. Grandeur et décadence de L'école des Annales*, Paris, Economica, 1989. Sur l'évolution de la *RHAF*, voir Fernand Harvey et Paul-André Linteau, « L'évolution de l'historiographie dans la *RHAF*, 1947-1972 », *RHAF*, vol. 26, n° 2, septembre 1972, p. 163-183; Alfred Dubuc, « L'influence de l'école des *Annales* au Québec », *RHAF*, vol. 33, n° 3, décembre 1979, p. 357-386.

6. Maude Beausoleil, Yves Bégin, Damien-Claude Bélanger, Dominique Foisy-Geoffroy et Mathieu Lapointe, « Présentation », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. I, n° 1, automne 2000.
7. Robert Comeau et Jacques Rouillard, « La marginalisation de l'histoire politique dans les universités francophones », *Le Devoir*, 13 janvier 2007, p. B5. Dix ans plus tôt, un appel était déjà lancé pour un retour à l'histoire politique lors du 50^e anniversaire de la *RHAF* ; voir Réal Bélanger, « Pour un retour de l'histoire politique », *RHAF*, vol. 51, n° 2, automne 1997, p. 223-241.
8. Robert Comeau, « Éditorial », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 2, n° 1-2, automne 1993, p. 3.
9. Marc Potter et Yves Gingras, « Des "études" médiévales à "l'histoire" médiévale : l'essor d'une spécialité dans les universités québécoises francophones », *Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 18, n° 1, 2006, p. 27-49.
10. David Ricci, *The Tragedy of Political Science*, New Haven, Yale University Press, 1983.
11. Voir Ellen Messer-Davidow, *Disciplining Feminism : From Social Activism to Academic Discourse*, Durham, Duke University Press, 2002.
12. Voir par exemple *Pour une histoire politique*, sous la direction de René Rémond (Paris, Seuil, 1988). Cet ouvrage a été reçu comme un manifeste : « Ce texte collectif, aux allures de manifeste, consacre "la levée d'érou historiographique" qui frappeait l'histoire politique. La revue *Les Annales* avait en effet discrédité l'histoire politique, la rejetant comme événementielle et anecdotique. Cette fois, elle revient sur le devant de la scène, débarrassée de ses anciens travers, ayant intégré tous les apports les plus féconds de l'histoire économique et sociale, et bien décidée à revendiquer une histoire totale », compte rendu de Hervé Mazurel, cité par amazon.fr.
13. « Lettres à l'AQHP », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, n° 4, printemps 1994, p. 4.
14. C'est-à-dire du vol. 1, n° 1, au vol. 14, n° 1 (automne 2005).
15. Robert Comeau et Jacques Rouillard, *op. cit.*
16. Nous avons découpé la période en deux parties (1992-1999 et 2000-2005) : soit, d'une part, du vol. 1 (n° 1) au vol. 8 (n° 1) et, d'autre part, du vol. 8 (n° 2) au vol. 14 (n° 1). Les auteurs remercient Renaud Loiseau Dupuis pour avoir colligé les données.
17. Marcel Bellavance, « Présentation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, n° 1, automne 1992, p. 1.
18. « Comités de lecture : Dorénavant, chaque texte publié dans la rubrique Articles du *Bulletin d'histoire politique* aura été évalué par deux personnes compétentes dans le domaine concerné. », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 4, été 1996, p. 1.
19. Robert Comeau, « Éditorial », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, n° 2-3, printemps 1993, p. 1.

20. Yves Gingras et Brigitte Gemme, « L'emprise du champ scientifique sur le champ universitaire et ses effets », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 164, septembre 2006, p. 50-60.
21. Robert Comeau et Jacques Rouillard, *op. cit.*
22. Lire le « manifeste » rédigé lors de la création de l'Association québécoise d'histoire politique : Jean-Marie Fecteau, « Manifeste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 1, n° 1, automne 1992, p. 4-5.
23. Michel Sarra-Bournet, « Éditorial », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 1995, p. 7.
24. Robert Comeau, dans Gilles Gagné et Jean-Philippe Warren (dir.), *Université, savoir et société : transformations du rapport de la théorie et de la pratique ?*, Québec, Nota Bene, à paraître.
25. Pensons, par exemple, aux *Cahiers d'histoire du Québec au xx^e siècle*, fondés en 1994 et disparus en 1999. Il faut noter que contrairement au *BHP*, les *Cahiers* n'avaient pas de base académique solide. Il semble aussi que le *BHP* contrôle mieux ses coûts de production, en misant, comme c'est le cas pour toutes les revues savantes, sur le travail bénévole des artisans de la revue, qui ne reçoit aucune subvention. À propos des *Cahiers*, voir la contribution d'Andrée Fortin dans ce numéro.